

Les États-Unis de tous les dangers - Le regard d'Andrew Cockburn

lundi 23 septembre 2019, par [BEAUDET Pierre](#) (Date de rédaction antérieure : 19 septembre 2019).

Il est parfois difficile de dépasser les clichés et les impressions superficielles qu'on peut avoir sur le pays que l'on connaît le plus et en même temps le moins, les États-Unis. C'est pour cela que la soirée organisée par les amis du *Monde diplomatique* avec Andrew Cockburn à Montréal (19 septembre dernier) était importante.

Ce journaliste d'origine irlandaise parcourt la société américaine de part en part depuis 35 ans. Il a produit une énorme quantité de documentaires [1]. Il a écrit plusieurs ouvrages [2]. Journaliste à l'œuvre pendant des années avec le *New York Times*, le *Los Angeles Times*, le *London Review of Books* et plusieurs autres, il est maintenant le correspondant du *Harper's Magazine* à Washington [3], où il a ses entrées partout dans les entrailles du « monstre » dont les impacts sur nos vies sont énormes.

Il était une fois un certain Donald Trump

Comme il va de mise ces jours-ci, la première partie de la discussion a porté sur cet extraordinaire phénomène qu'est le président américain. Un peu partout dans le monde, y compris aux États-Unis même, on perçoit un certain désarroi : comment se peut-il qu'un voyou excentrique se retrouve à la tête de la plus grande puissance mondiale ? Beaucoup de gens ont l'impression que dans des pays « normaux » et en temps « normal », quelqu'un comme Donald Trump serait en prison. La première chose qu'il faut considérer selon Andrew Cockburn, c'est que c'est justement son « extériorité » par rapport au cercle rapproché des élites américaines qui l'a propulsé là où il était. Jusqu'à la présidence d'Obama, la scène politique, tant chez les républicains que chez les démocrates, était dominée par de puissants groupes d'intérêts, organisés en réseaux, et fournissant les centaines de millions de dollars nécessaires pour faire campagne aux États-Unis. Trump a marqué le déclin de ce régime des « grands donateurs », venant majoritairement de grandes entités corporatives, bien installées dans ce qu'on peut appeler l'« État profond », dans la haute administration fédérale, parmi les « faiseurs d'opinions » : médias, universités, producteurs culturels, etc.

En dehors de la boîte

« Trump n'était pas dans ce cercle rapproché. Plus encore, il les déteste. Et à rebours, ils le méprisent » explique Cockburn. Tout cela crée dans la capitale américaine un grand chaos. « Trump gouverne un peu comme un roi des temps anciens. On ne sait jamais à quoi s'attendre. Mêmes ses proches conseillers vivent dans la panique constante d'être rabroués ou humiliés publiquement. Trump n'est imputable devant personne. Ses intuitions personnelles, rarement appuyées par une analyse fouillée des grandes questions qui confrontent la gouvernance, aboutissent à des insultes, des déclarations intempestives, comme vient de l'affirmer son ex-secrétaire d'État, Rex Tillerson, un ancien PDG d'Exxon par ailleurs, renvoyé sommairement par Trump en mars 2018. "Il n'y a plus à la tête des États-Unis de stratégie cohérente", selon Cockburn.

Une présidence instable, conséquence d'un grand déclin

Il faut se souvenir que Trump est parvenu à la présidence en tant que candidat de l'anti-establishment. En critiquant les conséquences des politiques qui ont poussé des millions d'Américains au chômage et à la misère, il allait à l'encontre du grand virage néolibéral qui prévalait depuis 40 ans, et qui a été la marque de commerce de tous les gouvernements, y compris celui d'Obama. Plus encore, le milliardaire excentrique se présentait comme le gars qui ramènerait les "boys" à la maison et arrêterait de policer le monde. Ce repli sur soi agrémenté de protectionnisme économique allait refaire la "grandeur américaine" (Make America great again). Avec cela, il a gagné les élections ou plutôt, explique Cockburn, "Hillary Clinton les a perdues".

Fondamentalement, Hillary n'avait rien à dire aux grands perdants dans les anciens bastions industriels comme le Michigan, l'Ohio, le Wisconsin. "C'est l'abstention d'une partie importante de la population qui a ouvert la porte de la Maison-Blanche à Trump". En réalité, la présidence d'Obama, où Hillary Clinton agissait comme la deuxième personne la plus importante, a échoué. "Au point de vue économique, Obama a eu comme priorité de rescaper les grandes banques de Wall Street, au lieu d'aider les millions de personnes, dont une grande partie était des Africains-Américains, qui ont perdu leurs maisons dans le sillon de la débâcle financière".

Malheureuse gestion

Sur la scène extérieure, Obama n'a pas pu vraiment régler la crise au Moyen-Orient, en dépit d'une certaine main tendue vers l'Iran. Les contingents de l'armée américaine en Afghanistan ont été rehaussés. L'occupation de la Palestine s'est consolidée. Après un flirt éphémère avec les militants des printemps arabes, Washington s'est efforcé de rétablir l'"ordre" avec les conséquences horribles qui ont suivi en Libye, en Syrie, au Yémen. Parallèlement, Obama a continué ce qui avait été entamé auparavant pour redéployer la puissance américaine vers l'Asie-Pacifique, de manière à intimider ou à ralentir l'avancée de la Chine. "Après huit ans d'administration démocrate" explique Cockburn, on s'est retrouvés à peu près au même point qu'au sortir des désastreuses années de George W. Bush et de son comparse Dick Cheney ».

Tout changer pour que tout reste pareil

En dépit de ses promesses gargantuesques, il est évident que Trump n'a à peu près rien changé d'essentiel. La « réindustrialisation » s'est avérée globalement illusoire. Certaines grandes entreprises ont joué le jeu, tout en continuant le redéploiement majeur vers le merveilleux monde globalisé où les meilleures usines sont celles où on paie des salaires de misère. On réembauche les travailleurs licenciés qui faisaient 30 dollars l'heure dans les grandes usines à 15,00 \$. Le chômage persiste, mal caché par l'incarcération de masse (plus de deux millions d'hommes) et l'insertion de millions de jeunes dans les forces armées et leurs sous-traitants. Le logement, l'éducation et la santé publique restent dans un état lamentable, bien en dessous de ce qui prévaut dans les pays capitalistes avancés. À part les simagrées et les égoportraits à l'occasion de manipulations médiatiques planifiées, comme ce qui est arrivé sur le dossier de la Corée du Nord, aucun dossier « lourd » n'a avancé, que ce soit en matière de négociations commerciales ou dans le domaine de la diplomatie. Le monde sous Trump est enceint de plusieurs guerres, mais jusqu'à présent, le président a été assez malin pour éviter de s'enliser dans ces multiples crises.

La carte maitresse

Qu'est-ce qui lui a permis justement d'esquiver les crises ? Selon Andrew Cockburn, Trump a marqué son territoire en abandonnant le discours vaguement inclusif qui dominait auparavant, pour laisser toute la place aux appels haineux, au racisme, à la hantise des « autres ». Toute l'histoire du mur est là. Ce n'est ni rationnel (d'où le mécontentement des entreprises), ni une barrière efficace

contre les infiltrations, mais c'est terriblement efficace au niveau de l'image. Le mur devient le symbole de l'Amérique forteresse, contre ce que Trump appelle les « violeurs et les assassins » qui viennent du sud. Il facilite la prolifération des milices et des bandes d'ultra-droite dont le discours fait maintenant partie d'une effrayante « normalité » aux États-Unis. Trump a habilement joué sur le racisme profond qui sévit depuis toujours dans une république construite sur l'anéantissement des premiers peuples et l'esclavage qui a amené des millions d'Africains à subir la pire forme de l'oppression. Selon Cockburn, Trump a en quelque sorte « libéré », relégitimé le racisme comme principe à la base d'une société qui compte parmi les plus inégalitaires au monde.

À la source, le complexe militaro-industriel

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis, l'Union soviétique et la grande majorité des pays dans le monde avaient espéré la reconstruction pacifique du monde. La Guerre dite « froide » qui a éclaté peu après a ruiné ces espoirs, comme le refus de plusieurs puissances de permettre un accès ordonné à l'indépendance, notamment parmi les nombreuses nations d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine. Les anciennes et nouvelles oligarchies n'acceptaient pas les réformes nécessaires. De cela et en accéléré autour des guerres de Corée et du Vietnam, un vaste complexe militaro-industriel s'est construit aux États-Unis au point où, à la fin de son mandat en 1961, le président ex-général 4 étoiles et par-dessus le marché républicain Dwight Eisenhower avait dénoncé cette puissance qui, selon lui, menaçait la démocratie aux États-Unis et dans le monde. Au bout du compte, son appel n'a pas été entendu. Cockburn, qui a documenté en long et en large ce dispositif qui pénètre de larges pans de l'économie et même de la société aux États-Unis, estime que cette domination explique en grande partie les déboires actuels et passés : « à chaque épisode où on aurait pu amorcer une réduction du complexe militaro-industriel, après la guerre de Corée, après la guerre du Vietnam, au moment de l'implosion de l'URSS, les autorités politiques n'ont pu procéder ».

Un appareil militaire surgonflé et incompetent

De vastes intérêts corporatifs imbriqués dans l'appareil militaire ont bloqué toute tentative sérieuse de remettre les choses à l'endroit. Pire encore, ils ont continué d'absorber des ressources de plus en plus importantes dans des conditions où prévalent le gaspillage, la corruption, la malgestion. Cockburn rappelle les histoires interminables d'avions surdimensionnés, de technologies obsolètes avant même d'avoir été testées, de systèmes totalement pervertis qui n'auraient jamais tenu la route dans des entreprises « normales ». Les forces armées elles-mêmes (on y retrouve au moins deux millions de militaires, sans compter un nombre équivalent dans les entreprises sous-contractuelles qui fournissent des services essentiels, dans les universités et centres de recherche, voire dans les vastes appareils de relations publiques et de publicité qui ont pour mandat de « vendre » l'armée aux Américains) sont énormément organisées, relayées par des réseaux denses d'alliés politiques et économiques. « Dans une large mesure selon Cockburn, ce sont les militaires qui mènent le jeu ».

Menaces d'enlèvement

Cela va jusqu'au point où de manière paradoxale, il arrive souvent que les militaires soient hésitants devant la possibilité d'entrer dans des conflits complexes. « Ils préfèrent la menace de la guerre à la guerre elle-même, ce qui leur permet de gonfler leurs budgets en faisant peur au monde », explique Cockburn. C'est en partie cela qui explique qu'actuellement Trump, au-delà de ses menaces et de ses tirades, hésite à relancer les conflits, y compris avec l'Iran. Il sait par ailleurs que l'armée américaine, en dépit de son indéniable supériorité, n'est pas certaine de pouvoir triompher sur le terrain, comme on l'a vu en Irak et même en Afghanistan. D'autre part, les alliés-subalternes, par exemple l'Arabie saoudite et Israël, ne sont pas en mesure de confronter des forces ou des États dissidents, même lorsqu'ils semblent tellement disloqués (comme au Yémen).

Des adversaires coriaces

Des puissances adversaires, qui trainent loin derrière les États-Unis tant sur le plan des forces conventionnelles que dans le domaine des armes de destruction massive, ne sont pas pour autant faciles à déloger, comme on l'a vu en Europe centrale et orientale. La Chine et la Russie se réarment en mettant à profit leurs capacités et en modernisant leurs appareils. Des puissances secondaires comme l'Iran ou la Turquie sont aptes à jouer leur propre jeu. « Tout cela peut mener à des virages dangereux, qu'on observe à Washington, par exemple dans un nouveau "débat" sur la possibilité d'utiliser des armes nucléaires dites "tactiques" dans les conflits conventionnels ». Selon Cockburn : « l'introduction de cette nouvelle génération d'armes nucléaires, plus précises, à portée réduite, pourrait estomper la frontière entre la guerre dite « nucléaire » et la guerre dite « conventionnelle. En pratique, un tel tournant pourrait augmenter la possibilité d'utiliser de telles armes ». Du côté des forces armées américaines, cela serait tentant considérant qu'elles sont de moins e moins aptes à soutenir des guerres d'usure.

Peut-on s'en sortir ?

Le tableau est noir, très noir même. La combinaison d'un président instable avec le déclin de la puissance américaine peut mener à des dérapages qu'on a vus dans l'histoire du vingtième siècle. Un « incident », un « accident » provoqué par une opération militaire mal pensée, voire un « acte terroriste » (la Première Guerre mondiale avait commencé par l'assassinat de l'archiduc autrichien Franz Ferdinand), peuvent servir de points de départ, voire d'excuses aboutissant à des conflictualités de grande envergure. Est-il trop tard pour renverser la tendance ? Andrew Cockburn pense sincèrement que non. Il note la montée en puissance d'une autre « société » américaine, plus jeune et multinationale, relativement bien informée, audacieuse : « on a vu les fondements de cela avec le mouvement Occupy. Ce n'était pas nécessairement quelque chose qui semblait avoir la capacité de faire bouger les choses, mais les semences ont été mises en terre ». Depuis quelques années en effet, la contestation sociale n'a pas cessé de s'amplifier. Les mobilisations des femmes, des jeunes, des Africains-Américains ont pris toutes sortes de formes avec les Black Live matters, les Me-too, voire les nouvelles contestations syndicales récemment exprimées par des grèves d'enseignants sans précédent dans plusieurs états de l'union. Certains de ces mouvements sont plus visibles : manifestations de masse, blocage d'infrastructures et d'institutions, voire élection de personnes issues des mouvements rebelles, comme les fameuses quatre femmes élues au Congrès ces derniers temps, la fameuse « escouade » décriée par Trump [4].

Des fissures dans le mur du pouvoir

Pour Cockburn cependant, des signes moins évidents apparaissent dans les dédales des municipalités et des institutions locales où sont constituées de plus en plus des contestations animées par des jeunes, souvent des femmes, souvent africaines-américaines ou latinas. Selon le journaliste, c'est visible par exemple dans l'élection des procureurs de la couronne (district attorneys), qui disposent de l'énorme pouvoir de décider qui va aller en prison et pour combien de temps. Dans un reportage récent dans Harper's, il raconte comment la jeune avocate Stephanie Morales a pris sur elle de confronter la force policière raciste à Portsmouth (Virginie occidentale), en faisant déclarer les officiers coupables de crimes et en diminuant les incarcérations. Il note la montée d'une nouvelle génération de défenseurs des droits à Détroit, Saint-Louis, Chicago, Jacksonville, derrière laquelle on trouve des coalitions locales arc-en-ciel, venant de la base [5]. De telles alliances progressistes prennent de plus en plus de place dans de grandes villes (Chicago, New York, Berkeley et même Houston), certaines pour faire de leurs villes des « sanctuaires » où ne sont tout simplement pas respectées les nouvelles réglementations que Trump entend imposer contre les immigrants et les réfugiés.

La prochaine échéance

Le 23 novembre prochain, l'élection présidentielle pourrait dans une large mesure déboucher sur de grands changements. Du côté républicain, rien ne semble pouvoir arrêter Donald Trump. Selon Cockburn, une majorité de sénateurs républicains, et sans doute plusieurs élus au Congrès et dans les administrations locales, sont plutôt désespérés de sa gouvernance, mais ils ne peuvent pas bouger. Ils sont en partie tenus en otage par les courants d'extrême-droite, souvent liés aux milieux évangéliques, puissamment financés, qui vont rester avec Trump jusqu'à la fin. Du côté des démocrates, c'est un peu la pagaille. L'establishment du parti, issu des grandes élites traditionnelles, tenu en main par le « clan » Clinton, s'en tient à la candidature un peu pathétique de Joe Biden, mieux connu pour ses maladroites et errements que pour autre chose. « Cependant, pour cet establishment, explique Cockburn, c'est la stabilité, la continuité, la garantie qu'on va à peu près continuer dans le même sens, en éliminant le côté délinquant de Trump ». Ce désarroi s'est manifesté durant la dernière année dans l'inefficace tentative de lier Trump à une mystérieuse « influence russe », au lieu de le combattre dans les affrontements quasi quotidiens concernant le déficit des infrastructures sociales, la violence et la prolifération des armes de combat, les actions terroristes déclenchées à travers le monde via la « guerre des drones », etc. Est-ce que les démocrates peuvent aller ailleurs ?

Tout à coup que...

Il reste en ce moment dans la course à l'investiture démocrate deux prétendants principaux, la sénatrice Elizabeth Warren du Massachusetts, et le rebelle le plus connu, le sénateur du Vermont Bernard Sanders. La première a surtout l'écoute des couches moyennes-supérieures et blanches, qui sont d'accord avec elle sur ces propositions audacieuses en matière de protection sociale. « Elle est la hantise des milieux financiers de Wall Street, car elle promet de rétablir une fiscalité équitable et de faire le ménage dans le monde obscur de l'économie-casino », explique Cockburn. Sanders est pour sa part le préféré des jeunes, de la « génération Wall Street ». Son ambition est d'aller au-delà des 14 millions de personnes qui l'ont appuyé lors de la dernière campagne à l'investiture démocrate et de galvaniser la mobilisation des mouvements sociaux et des réseaux de gauche, dont les « Democratic Socialists of America » (DSA) qui, à l'intérieur du Parti démocrate, ont fait ces derniers temps des percées au niveau national, local et municipal. Warren comme Sanders, raconte Cockburn, ont l'avantage d'être appuyés par des gens, et non des corporations, via des dons modestes qui arrivent massivement. Pour le moment, rien n'est encore décidé dans une campagne qui s'éternise et qui doit culminer au début de 2020, à quelques mois des élections. « Beaucoup de gens semblent décidés à réorienter la société américaine vers la justice sociale, l'écologie, la construction de la paix », affirme Cockburn qui, par ailleurs, n'est pas du tout certain que le « miracle » va arriver en novembre prochain.

Pierre Beaudet

Notes

[1] Un de ses documentaires les plus appréciés a été *Casino*, produit en 2009, sur la crise financière de 2007-08

[2] Dernier livre publié : *Kill Chain : Drones and the Rise of High-Tech Assassins* (2015), sur les guerres technologiques menées par les États-Unis partout dans le monde.

[3] Harper's Magazine est le plus vieux mensuel américain (fondé en 1850). Sous la direction de John R. MacArthur, ce mensuel dédié au journalisme d'enquêtes, aux essais documentaires et à la fiction, est devenu une revue de référence aux États-Unis et dans le monde, à côté du New Yorker et du New York Review of Books. Une partie de la publication est en ligne : <https://harpers.org/archive/2019/10/>

[4] Les « congress-women » en question sont Alexandria Ocasio-Cortez, Rashida Tlaib, Ayanna Pressley et Ilhan Omar.

[5] A. Cockburn, « Powers of Attorney », *Harper's Magazine*, octobre 2019.